

Déclaration préalable

Comité Technique National à La Poste Transfert du Centre Financier d'Ajaccio à la Direction de La Poste de Corse

Le 7 Juin 2023

Nous ne pouvons pas commencer notre intervention sans parler de la réforme injuste et antisociale des retraites. Nous constatons une grande ressemblance entre les agissements du gouvernement du président MACRON et ceux de nos Directions.

Le Président de la République traite les Français de la même façon que les directeurs traitent les salariés du centre financier d'AJACCIO. La CGT ne peut pas dissocier le rattachement des autres projets "énergies connectées" ou "Territorialisation".

Depuis l'annonce du plan stratégique et de ce projet "énergies connectées", qui a supprimé 4 services au sein du centre financier : Service Client, Service Développement, Service Cartes Prépayées et Service Banque Assurance, le personnel n'a cessé de demander un plan de développement. Ce même personnel a démontré sa volonté, par de multiples actions : pétitions, assemblées générales, audiences, délégations de personnel, grèves spécifiques, d'obtenir un espace de négociation sur la base des leurs revendications. Tout comme le gouvernement sur le conflit des retraites, nos Directions demeurent sourdes et aveugles et ont comme seule réponse : indifférence et mépris.

De nombreux directeurs sont pourtant venus à Ajaccio, sûrement pour profiter de cette belle île qu'est la Corse. Du Président Directeur Général du Groupe LA POSTE, Philippe WAHL, au Directeur Général Adjoint Expérience Client et Opérations, Christophe VAN DE WALLE en passant par le Directeur de la Transformation et de l'Innovation, Monsieur MICHAUX, ils ont écouté la colère exprimée par les salariés, fait semblant de s'y intéresser, pour mieux, les oublier et les laisser tomber une fois la Méditerranée traversée. Ce changement de rattachement qui est une décision politique entre l'exécutif de l'Assemblée territoriale de CORSE et le P.D.G. du groupe LA POSTE est un enjeu important pour le personnel travaillant au centre financier d'AJACCIO.

Pour la CGT, l'essentiel et le plus important est le contenu de ce rattachement : en termes d'activités financières, de services viables, du niveau et de la qualification des emplois, de la possibilité de recruter et des conditions de travail. Tout le long de ces 20 mois, les organisations syndicales avec le personnel ont fait des propositions alternatives en matière d'activités et d'emplois, allant de la création d'un "pôle téléphonique" à un deuxième service spécialisés, du maintien d'une Direction locale et des services supports au sein du centre. Mais aussi, ils ont voulu avoir des engagements forts de la part de la D.R.E.C. et de LA BANQUE POSTALE sur le maintien des activités financières jusqu'en 2030 en concordance

avec le plan stratégique de celle-ci. Le personnel demande des engagements forts en matière de recrutement par le comblement des emplois vacants : 3 au sein du service surendettement. Une étude de la pyramide des âges fait apparaître de nombreux départs en retraites ce qui devrait favoriser une politique de recrutement afin de transmettre les compétences et le savoir.

Sur tous ces points, comme le gouvernement pour les retraites, nos Directions refusent toutes nos propositions et toute discussion sérieuse. Dans le même temps, lors du "fameux" dialogue social, c'est à dire les instances obligatoires qui permettent à nos Directions de simplement cocher la case "c'est fait". Les engagements en matière des effectifs de la Direction locale sur les 2 services restant au sein du CF D'AJACCIO, ne sont pas tenus : M'BAQ passe de 19 positions de travail à 12 et le service APPUI passe de 13 à 11 soit une reprise avant la mise en place des services de 9 emplois. Comment peut-on vous faire confiance ? Vous, vous, étonnez de cette défiance, comment peut-on faire confiance, vu l'historique avec la fermeture des services qui devaient assurer l'avenir et le développement de ce centre financier : Succession et Front office. Comment peut-on faire confiance à des Directeurs qui délocalisent les emplois, ferment les services, refusent tout dialogue social et toutes les propositions faites. Car avec ce projet La Poste réduit les capacités d'emplois en Corse, ce n'est ni plus ni moins qu'un vaste plan de délocalisation d'emplois de la Corse vers le continent.

Les dernières réunions avec la Direction Régionale confirment les craintes des salariés, de la CGT, refus de réunion tripartite entre DREC, Région et OS, seule solution pour trouver un espace de négociation global pour le Centre Financier d'AJACCIO sur la base des revendications du personnel. Refus de décaler les instances notamment le CHSCT dont la date et l'ordre du jour n'ont pas été signé par le secrétaire du CHSCT contrairement aux usages. Si vous concédez une ouverture pour le "pôle téléphonique", de trop nombreuses questions restent sans réponses et sans engagement écrits. De plus, le 20 mars, le Directeur Régional s'engageait devant le personnel à modifier et compléter le document du CHSCT, une nouvelle fois, cet engagement n'a pas été tenu. De plus les salariés et la CGT n'ont pas cessé d'exprimer et d'argumenter sur la grande différence de traitement entre le centre financier d'AJACCIO et les centres du continent. Il n'est pas demandé un effectif de 250 à 300 positions de travail, il est juste réclamé, au nom de l'équité, terme que vous aimez employer quand vous parlez des horaires notamment, des services qui dès leur mise en place soient fonctionnels, efficaces et autonomes, des équipes opérationnelles et complètes, des chefs de services, des formateurs, un régulateur des flux. Un seul exemple démontrant nos dires, au service M'BAQ : Rouen 56 PT, Bordeaux 53, Toulouse 34, Fort de France 22, Lyon 43, Clermont-Ferrand 24, Nantes plus de 40, Strasbourg plus de 25 et Ajaccio ?? 12. Tous les centres ont recruté en 2021 et 2022 sauf AJACCIO.

Le texte que vous nous présentez est vide et insipide : pas d'engagement à moyen termes, pas de chiffrage des effectifs, pas de ligne directrice, pas de plan de développement, rien sur les recrutements. Vide à tel point que les membres du CHSCT n'ont pas été en capacité d'émettre un avis sur le projet, ils ont donc lancé une expertise par le cabinet APTEIS, ou est le rapport de cette expertise aujourd'hui ? Ne serait-il pas utile pour nous faire une idée pour le vote d'aujourd'hui ? Les recommandations faites dans le seul but d'améliorer la conduite du projet auraient pu être prises en compte par la Poste ? Et bien non et au lieu de ça, vous continuez à ne pas tenir vos engagements sur les effectifs, vous ne parlez pas de la future



gouvernance au niveau régional qui entraînera la suppression de nombreux postes au sein du centre. Aucune garantie pour que le poste de chef de service de la Clientèle fragile ne soit pas mis à appel à candidature. Pire, moins de 48 h après vous avoir rencontré les RP au CHSCT et les salariés ont appris que le poste de RGDF (régulateur des flux) était officiellement supprimé au CF d'Ajaccio.

Le personnel vit très mal le chantage que vous leurs faites en les culpabilisant de la fermeture des services qui seraient liées à une mauvaise qualité de service rendu, eux comme les OS savent très bien que les seuls responsables sont les décideurs. La question posée n'est pas d'être pour ou contre le rattachement, mais de savoir si les conditions de ce rattachement et les garanties pour le personnel sont réunies. Que ce soit sur leur avenir professionnel ou sur leurs conditions de travail. Leur avez-vous demandé quelles étaient pour eux les garanties qui leur paraissaient nécessaires pour continuer de travailler dans de bonnes conditions, comment percevaient-ils le non-engagement de la DREC sur les activités financières au-delà de 2025, comment vivaient-ils les non-réponses des Directions, comment voyaient-ils la transmission de leur savoir et de leurs compétences sans recrutement, comment envisageaient-ils l'avenir du CF d'Ajaccio au vu de la pyramide des âges sans recrutement ? Pour les services supports comment vivaient-ils la future mutualisation avec les services de la région ? Comment les agents du service M'BAQ voyaient-ils l'avenir de leur activité avec un effectif si faible, sans RGDF et en ne traitant qu'une partie des activités ?

De plus votre texte ne traite pas de l'expertise votée par les représentants du personnel du CF d'Ajaccio. Nous nous étonnons que vos réponses ne leurs aient pas été communiquées à ce jour. Cela montre le mépris que vous avez vis-à-vis de ces RP. Et bien d'autres questions toujours restées sans réponse.

Pour toutes ces raisons, la CGT votera contre ce projet, nous sommes actuellement en pleines négociations sur les futurs CSE et La Poste ne cesse unilatéralement depuis des mois de jouer sur les périmètres un peu partout, dans toutes les branches comme aujourd'hui et aussi très bientôt, avec la BGNP.

